

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9607>

Le Royaume-Uni veut une législation internationale de l'Internet

- Informatique - Internet -



Date de mise en ligne : lundi 29 décembre 2008

Spyworld Actu

Ce n'est un secret pour personne, à l'instar de la Chine, le gouvernement du Royaume-Uni estime que l'Internet nécessite bien plus de législation qu'à l'heure actuelle. Après avoir [partiellement censuré Wikipédia](#), les dirigeants, et plus particulièrement le service de renseignement électronique (CGHQ), désire avoir accès à l'ensemble informations relatives aux emails, SMS et usages Internet au sein de la Grande-Bretagne. Toujours dans cette recherche de contrôle, le gouvernement souhaite désormais adopter un système de classement similaire à celui utilisé dans l'industrie du cinéma.

En effet, Andy Burnham, le ministre de la culture britannique, a annoncé dans le Daily Telegraph que son équipe allait négocier avec l'administration de Barack Obama afin d'établir des règles internationales pour les sites Internet faisant usage de la langue anglaise.

« Plus nous recherchons des solutions internationales, plus ces dernières seront normalisées à l'échelle de l'industrie entière », a déclaré M Burnham au quotidien. Parmi les mesures de cette normalisation, le ministre aurait évoqué l'adoption d'un classement des sites Internet. De cette manière, les fournisseurs d'accès pourraient devoir n'autoriser que les sites web dont le contenu aurait été jugé approprié pour un jeune public.

Le ministre explique : « si l'on revient sur les fondateurs de l'Internet, ils parlaient franchement d'un espace sur lequel les gouvernements n'auraient pas la main mise. Je pense sérieusement qu'il est temps de revoir ces choses maintenant » avant d'ajouter : « il ne s'agit pas d'une campagne contre la liberté d'expression [...] mais l'intérêt du public est plus large et il y a donc plus de gens qui pourraient être touchés. Nous devons déterminer plus précisément où se trouve l'intérêt du public et le positionner de manière claire. ».

Ce projet semble cependant bien ambitieux. Outre les nombreux débats autour de l'Internet libre, à ce jour, déjà plusieurs fournisseurs d'accès refusent de filtrer l'usage des logiciels peer-to-peer.

Post-scriptum :

<http://www.neteco.com/248470-royaum...>